

Drouard, Alain. *Une inconnue des sciences sociales : la fondation Alexis-Carrel, 1941-1945*. Paris, Institut national d'études démographiques et éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, xxi, 552 pages, tableaux, graphiques, illustrations, index, bibliographie, annexes.

Raymond R. Gervais

Volume 21, Number 2, Fall 1992

Montréal, XIX^e-XX^e siècles : croissance urbaine et diversité culturelle

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/010130ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/010130ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association des démographes du Québec

ISSN

0380-1721 (print)

1705-1495 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Gervais, R. R. (1992). Review of [Drouard, Alain. *Une inconnue des sciences sociales : la fondation Alexis-Carrel, 1941-1945*. Paris, Institut national d'études démographiques et éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, xxi, 552 pages, tableaux, graphiques, illustrations, index, bibliographie, annexes.] *Cahiers québécois de démographie*, 21(2), 175-178.
<https://doi.org/10.7202/010130ar>

DROUARD, Alain. — *Une inconnue des sciences sociales : la fondation Alexis-Carrel, 1941-1945*. Paris, Institut national d'études démographiques et éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1992, xxi, 552 pages, tableaux, graphiques, illustrations, index, bibliographie, annexes.

Posons, sans préalable, les enjeux de cette belle et importante étude. A. Drouard offre un nouvel épisode de la subtile dialectique du savoir et du pouvoir. L'exemple choisi, la brève existence de la Fondation française pour l'étude des

problèmes humains (dans la suite, Fondation), est à la fois riche en facettes diverses et lourd de sens pour une discipline particulière des sciences sociales, c'est-à-dire la démographie.

Alexis Carrel, médecin français exilé volontaire aux États-Unis par opposition à la hiérarchie médicale de son pays d'origine, auteur du célèbre *L'Homme cet inconnu*, ouvrage reflétant fidèlement les idées-forces de l'entre-deux-guerres en biologie et en eugénisme, ignorait probablement tous les enjeux cachés du cadeau que lui offrait le gouvernement du Maréchal Pétain. Son rêve d'une Fondation capable d'embrasser l'ensemble des «sciences de l'homme» fut le creuset d'une portion notable de concepts, de méthodes et de mots d'ordre de l'«école française de démographie», que l'INED perpétuera après la fin de l'expérience en 1945. Comment donc se surprendre que la tradition de natalisme, d'eugénisme (avec ou sans l'étiquette) et de promiscuité au pouvoir politique se soit transmise de la Fondation à l'INED et de cet institut à ses satellites des deux côtés de l'Atlantique ?

Les protagonistes principaux ont, chacun dans leur sphère d'intervention propre, tantôt tiré les ficelles du pouvoir, tantôt misé sur leur monopole d'un certain savoir, engageant ainsi des rapports de force porteurs de mutations. D'abord il y a l'État vichyste, construit sur les cendres d'une Troisième République moribonde bien avant 1940. Un État autoritaire proche de l'État fasciste par sa philosophie et son organisation, mais étrangement capable de rassembler une brochette de techniciens, économistes et réformateurs de tous les horizons. Ensuite, mais apparaissant en creux dans le livre de Drouard, une université peinant sous le poids de son inertie et peu ouverte à toute remise en question de ses prérogatives. Une université suspecte aux yeux de l'État français et perçue comme incapable de prendre en charge des recherches novatrices. Finalement, une nouvelle génération de technocrates, économistes, planificateurs, médecins ou généticiens, constituant un terreau bouillonnant d'aspirations aux changements. Participant collectivement à cette synarchie, ces individus, sans obligatoirement partager des options politiques, vont néanmoins partager des objectifs de transformation d'institutions vieillissantes.

Qu'on en juge par cette pluie de nouvelles institutions, aujourd'hui familières au paysage de la recherche en France : 1939, création du CNRS; octobre 1941, mise en place du Service national des statistiques (SNS), ancêtre de l'INSEE

(1946), par René Carmille, polytechnicien fasciné par la mécanique; 1941, création de l'Institut national d'hygiène, prédécesseur de l'INSERM; 1941, création de la Fondation, qui engendrera l'INED, par Alexis Carrel, prix Nobel de médecine (1912) et chercheur à la Fondation Rockefeller jusqu'à sa retraite; 1942, dans le sillage du SNS, création de l'École nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE) comme école d'application du SNS et pépinière de statisticiens français et étrangers; 1943, l'Office de la recherche scientifique coloniale voit le jour et deviendra l'ORSTOM; un dissident de la Fondation, François Perroux, crée, la même année, l'ISEA. Tous ces instituts ont en commun plus que simplement une certaine proximité de dates de mise en place, ils ont été témoins d'une large circulation de leurs cadres, attribuable souvent à une formation acquise aux mêmes grandes écoles. On ne saurait, par exemple, exagérer le rôle des polytechniciens comme Louis Henry, et leur circulation entre le SNS, la Fondation et l'INED. Ce micro-tissu social aux mailles serrées tient, à juste titre, une place prédominante dans l'ouvrage de Drouard.

Il faut dissiper toute équivoque. Ce livre n'est pas un «Who's Who» de l'intelligentsia de la période de transition de la Troisième à la Quatrième République. Sous des dehors faussement simples, les trois hypothèses de travail de l'auteur ont une portée significative pour l'histoire des sciences sociales en France (et ailleurs), et ses analyses sont d'une étonnante actualité. Dans une introduction solide (la tradition semble se perdre), l'auteur ne fait pas mystère de ses prémisses. Premièrement, les crises que traversent périodiquement les sciences sociales en France émergent du type d'aménagement institutionnel pratiqué dans ce pays. En les confirmant, l'auteur permet de comprendre pourquoi des pans complets de la recherche dans ces disciplines se sont développés en dehors (souvent contre) l'Université : au Collège de France, à l'École des hautes études, à l'INED... Deuxièmement «la bureaucratisation et la fonctionnarisation ont été des tendances d'autant plus lourdes que la volonté politique a été faible et qu'une professionnalisation hors du modèle universitaire s'est révélée impossible» (2). L'effervescence de ces années charnières peut donc être analysée comme une reproduction à partir d'un modèle plutôt que comme une mutation. De fait l'histoire spécifique d'institutions comme l'INED ou l'ORSTOM illustre l'emprise croissante du «mandarinat», c'est-à-dire des rapports

de pouvoir précis. Finalement, Drouard postule l'efficacité des sciences sociales dans l'émergence de changements dans les représentations sociales. La lecture décapante de l'essai récent de H. Le Bras (*Marianne et les lapins*, 1991) ne le dément pas dans le domaine limité de la démographie.

Ce livre, que d'aucuns qualifieraient avec une pointe de mépris d'«histoire», est pourtant d'une criante actualité. Il nous interpelle sur des questions que beaucoup voudraient voir reléguées aux épistémologues ou pire aux philosophes : quel rapport doit entretenir le «scientifique» avec le pouvoir ? Quelles sont les conditions de la pluridisciplinarité ? Comment organiser la recherche (voir le débat entre Carrel et Perroux) ? Peut-on détacher les analyses du contexte qui les a vues naître ? La supposée neutralité de la démarche scientifique des sciences sociales n'est-elle pas plutôt une manière rationnelle de poser les angoisses et les peurs d'une société à un moment précis de son histoire ?

Drouard ne pose pas toutes ces questions, on pourrait le lui reprocher. Il suggère quelques pistes, mais surtout il stimule des remises en question. C'est un résultat non négligeable lorsqu'on songe que l'auteur avait choisi comme sujet une «inconnue des sciences sociales» à la vie fort courte. À quand donc une véritable histoire de l'Institut national d'études démographiques pour nous faire oublier la complaisance des tentatives passées (A. Girard, 1986) ? Les leçons nous permettraient certainement de donner une nouvelle dimension à notre pratique.

Raymond R. GERVAIS
Centre d'études sur les régions en développement
Université McGill
